



CONTRE L'EXTRÊME DROITE ET LES MILLIARDAIRES

POUR LE DROIT À UN LOGEMENT DÉCENT, STABLE, PAS CHER ET ÉCOLOGIQUE POUR TOU.TE.S

MANIFESTONS PARTOUT EN FRANCE SAMEDI 15 JUIN

Les politiques de Macron et ses gouvernements ont mis en tête du scrutin des européennes une extrême droite raciste, sexiste, xénophobe, répressive et anti-sociale malgré les mensonges pour laisser croire le contraire.

L'extrême droite profite de la démolition des services publics, de la protection sociale, des statuts salariaux et des droits sociaux accélérée par Macron et son monde de riches et de milliardaires.

Dans le logement, la crise est à son comble, frappant les catégories populaires, les jeunes, les étrangers. Les politiques pour renforcer les profits tirés de l'exploitation de ce besoin primaire vital se sont accélérées depuis 2017 :

- Hausse des loyers, des charges et des produits de 1^{ère} nécessité ;
- Réduction des budgets publics pour loger les classes populaires : baisse des APL, amputation des budgets des bailleurs sociaux, 2,6 millions de demandes HLM en attente, moins de 360 000 attributions en 2023 ;
- Toujours plus de logements vides et de locations touristiques, rongant le parc privé ;
- Précarisation des statuts locatifs et violation des lois qui protègent les sans-abris (droit à l'hébergement jusqu'au relogement) les prioritaires DALO (102 000 en attente de relogement en France), et les locataires (fraude à l'encadrement des loyers, à la surface, au gel des loyers à la relocation, aux normes de décence ...) ;
- Attaques contre le logement social avec le projet de loi Kasbarian 2 ;
- Criminalisation des sans abris qui occupent un bâtiment vide pour se protéger, des locataires en instance d'expulsion sans relogement et décret autorisant la location en sous-sol, de 1m80 sous plafond ...;
- Pour les Jeux Olympiques, déplacement forcé et souvent sans lendemain des sans-abris de Paris vers d'autres régions, des petites villes et communes rurales au lieu de réquisitionner les immeubles vacants en zone tendue ...
- Chasse à l'habitat de survie ou alternatif (bidonvilles, caravanes, cabanes, yourtes...) et leurs habitants.

Dans ce contexte de crise sociale, l'extrême-droite a trompé beaucoup d'électeurs, laissant croire qu'elle abrogerait la réforme des retraites, mènerait une politique sociale ou construirait des HLM ...

Dans le logement, l'extrême droite, c'est la "préférence nationale" : elle projette l'exclusion de toutes celles et ceux qui n'ont pas la nationalité française des HLM, de l'APL et des aides sociales... mais n'améliorera pas pour autant le sort des français pauvres en poursuivant le travail de démolition sociale souhaité par la bourgeoisie :

Elle a voté à l'Assemblée les hausses de loyer, l'accélération des expulsions de locataires en précarité et la plupart des lois qui alimentent la crise du logement.

Nous savons que l'extrême droite s'attaquera aux habitants des quartiers populaires, aux locataires et soutiendra les profiteurs du logement cher et les spéculateurs; qu'elle renforcera la politique de déconstruction du logement social et le démantèlement des services de l'État dédiés aux demandeurs HLM prioritaires; qu'elle aurait voté sans hésité sans doute aggravé la loi Kasbarian 2 ; qu'elle mènera une politique de soutien à la propriété privée à tout prix.

Nous savons qu'une fois au pouvoir, elle s'attaquera aux immigrés.e.s, aux droits sociaux, aux droits des femmes et des minorités, aux associations de défense des droits, de l'environnement, aux syndicats de salarié.e.s et qu'il sera difficile de la déloger comme on le constate dans les dictatures et les régimes populistes.

Devant la menace de l'extrême droite au pouvoir et les politiques régressives actuelles, **Droit Au Logement appelle à la mobilisation la plus large possible contre cette menace, salue l'unité de la gauche dans le "Front Populaire" et demande que la garantie du droit au logement pour toutes et tous soit portée par ses candidats.**

Droit Au Logement appelle les locataires, les demandeurs HLM, et les sans-abris à manifester samedi contre l'extrême droite, la république des riches et à exiger :

- La réalisation massive de logements sociaux pour les 2,6 millions de demandeurs HLM ;
- Le rétablissement des aides à la pierre et la suppression de la RLS (prélèvement de l'État sur les HLM) ;
- L'arrêt des démolitions HLM, des ventes HLM et du saccage du logement social ;
- L'encadrement à la baisse des loyers et des charges conjuguées à la hausse des APL ;
- L'abrogation de la loi Kasbarian 1, du décret marchand de sommeil et le retrait de la loi Kasbarian 2 ;
- L'arrêt des expulsions sans relogement et le respect des droits des sans-abris et des mal-logés et des locataires : relogement, réquisition des immeubles vides, contrôle et sanctions contre les bailleurs fraudeurs

...